

L'Impact du Covid-19 sur la Très Petite et Moyenne Entreprise Marocaine

Fatima Zahra BOUTAFROUT¹, Said MDARBI²

¹ *Laboratoire de Recherche en Management des Organisations (LAREMO), Ecole Supérieure de Technologie de Casablanca, Université Hassan II. Casablanca, Maroc.*

fati.cnc@gmail.com

² *Laboratoire de Recherche en Management des Organisations (LAREMO), Ecole Supérieure de Technologie de Casablanca, Université Hassan II. Casablanca, Maroc.*

said.mdarbi@estc.ma

Article soumissionné le 18 Mars 2021 ; accepté le 28/05/2021 ; publié le 21/12/2021

Résumé — Le but de cette communication est d'aborder le sujet de l'impact du coronavirus sur la très petite et moyenne entreprise marocaine en identifiant le rôle de la TPME dans la croissance économique du Maroc. A cet effet, nous avons utilisé les statistiques élaborées par le haut-commissariat au plan sur les effets de la crise sanitaire sur les entreprises. Nous avons complété ces statistiques par une étude empirique sur l'impact économique direct du coronavirus sur les TPME : leur niveau d'activité, le maintien de l'emploi, la pérennité de leurs entreprises, leurs délais fournisseurs et clients et essayer de discerner les besoins d'un échantillon de 54 TPME interrogées qui peuvent leur permettre de sortir de cette crise avec moins de pertes.

Mots-clés — impact économique, crise sanitaire, croissance économique, la très petite et moyenne entreprise

Title : The Impact of COVID-19 on Moroccan Small and Medium-Sized Companies

Abstract — The purpose of this communication is to tackle the subject of the impact of the corona virus on very small and medium-sized Moroccan companies by identifying the role of TPME in the economic growth of Morocco. To this end, we have used the statistics compiled by the High Commission for Planning on the effects of the health crisis on businesses and we have supplemented these statistics with an empirical study on the direct economic impact of

the corona virus on MSMEs : their level activity, job maintenance, the sustainability of their businesses, their supplier and customer deadlines and trying to discern the needs of a sample of 54 MSMEs interviewed that can allow them to get out of this crisis with less losses.

Keywords — economic growth, health crisis, economic impact, very small and medium-sized enterprises

I. INTRODUCTION

La crise du coronavirus impacte négativement¹ 57% des entreprises du tissu économique marocain, mais ses effets s'avèrent être plus violents pour les très petites et moyennes entreprises vu leur vulnérabilité face aux risques environnementaux et systémiques. Les très petites et moyennes entreprises représentent² 93 % du tissu économique national, elles constituent un véritable levier du développement économique et social. La TPME marocaine découvre pour sa première fois un nouveau type de crise. De ce fait, elle n'a ni les connaissances, ni les moyens pour faire face à cette situation, puisqu'elle dispose d'un cadre de gestion modeste qui ne permet pas de prévoir et de gérer les risques majeurs et n'a pas la trésorerie suffisante pour absorber les charges causées par cette crise. À cet effet, les mesures préventives des états d'urgence ont perturbé¹ l'activité de 57% entreprises dont les TPME représentent 98%¹, par la fermeture obligatoire ou volontaire, la diminution intense du chiffre d'affaires, interruption de la chaîne d'approvisionnement, manque de la main d'œuvre.... Le royaume a fournis beaucoup d'efforts pour soutenir les entreprises par plusieurs mesures : juridiques comme la création d'un fonds spéciale de lutte contre le Covid-19 pour soutenir le dispositif médical et les secteurs vulnérables aux chocs induits par cette pandémie, fiscales comme le report des délais fiscaux, sociales comme la suspension du paiement des cotisations sociales, et de type financières comme les moratoires sur les échéances de crédits et de leasing et la facilitation d'accès aux crédits. De ce fait, les questions qui se posent sont : Quel est l'impact de cette crise sanitaire sur les TPME marocaines ? et quels sont les besoins de ces entreprises pour sortir de cette crise avec un minimum de dégâts et garantir leur pérennité?

II. L'APPORT ECONOMIQUE DES TRES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Avant d'entamer l'impact de la crise sanitaire sur les très petites et moyennes entreprises, nous trouvons crucial de présenter leurs structures et leur apport dans le développement et la croissance de l'économie marocaine pour appréhender le rôle substantiel que jouent dans l'économie nationale et pressentir l'enjeu de cette crise sanitaire.

Selon la charte de la PME "loi 53-00" de 2002. Les très petites et moyennes entreprises (TPME) sont celles dont le chiffre d'affaires est inférieur à 75 millions de DH et des effectifs

¹ selon l'enquête de conjoncture sur les effets du Covid-19 sur l'activité des entreprises menée du 1er au 3 Avril 2020 par le Haut Commissariat au Plan.

² selon l'enquête sur les activités des entreprises menée entre Janvier et Juillet 2019 par le Haut Commissariat au Plan

inférieurs à 200 employés. Les très petites entreprises (TPE) sont définies comme étant les unités ayant un CA de moins de 3MDH et un effectif inférieur à 10 employés. Les grandes entreprises (GE) sont celles dont le chiffre d'affaires est supérieur à 75MDH ou des effectifs employés dépassant 200 personnes. Au sens de cette loi, la TPME est toute entreprise gérée et/ou administrée directement par les personnes physiques qui en sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires, et qui n'est pas détenue à plus de 25% du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas à la définition de la P.M.E. Ce seuil peut être dépassé si l'entreprise est détenue par :

- des fonds collectifs d'investissement Des sociétés d'investissement en capital
- des organismes de placement en capital-risque
- des organismes financiers dûment habilités à faire appel à l'épargne publique en vue d'effectuer des placements financiers, à condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise.

Autre ambiguïté, la définition même de la TPME continue à susciter quelques divergences entre les différents acteurs économiques (Etat, CGEM, Maroc PME, Bank Al-Maghreb, etc.). Si la Charte de la PME définit comme TPME toute entreprise employant moins de 200 personnes et réalisant un chiffre d'affaires (CA) annuel inférieur à 75 MDH et disposant d'un total bilan limité à 50 MDH, Maroc PME (Ex ANPME) ne tient compte, dans sa définition, que du seul critère de chiffre d'affaires tout en segmentant les TPME en trois catégories: les TPE (moins de 3 MDH de CA), les Petites Entreprise (PE) avec un chiffre d'affaires compris entre 3 et 10 MDH de CA, et, enfin, les Moyennes Entreprises dont le volume d'affaires est compris entre 10 et 175 MDH. C'est la définition de Maroc PME qui tient aujourd'hui de référence.

Quand on parle de PME et TPE, on évoque sans conteste un organe essentiel de l'économie nationale. Les très petites et moyennes entreprises représentent l'essentiel du tissu entrepreneurial, soit une proportion dépassant les 93% selon les statistiques du Haut Commissariat au plan. Ces entités jouent un rôle primordial dans la promotion de la dimension sociale ainsi que dans le développement économique et territorial. En effet, les TPME sont un facteur primaire de promotion de l'emploi et de partage des richesses. Elles représentent une large population de fournisseurs au service de l'industrie nationale et des investisseurs directs étrangers. Elles se veulent également un enjeu crucial pour le Maroc de demain. En effet, la compétitivité de l'économie marocaine dépend de la solidité et de la performance de la TPME.

Les TPME au Maroc se répartissent entre 64% des très petites entreprises et 29% des petites et moyennes entreprises, selon les résultats de l'enquête nationale menée par le HCP auprès des entreprises en 2019. Cette enquête vise à approcher les activités des entreprises dans leur diversité et appréhender leur perception du cadre économique, social et juridique dans lequel elles opèrent.

Par ailleurs, les TPE et les PME selon la même enquête sont fortement concentrées dans les services et faiblement présentes dans l'industrie avec respectivement un poids de 8% et 11%. En revanche les grandes entreprises sont quasi-équitablement réparties entre les secteurs : de l'industrie, avec un pourcentage de 26%, de la construction, à savoir 23%, du commerce, grâce à un pourcentage de 27%, et des services, à savoir 24%.

TAB.1.3. Répartition des entreprises par secteur d'activité

Secteurs	TPE	PME	GE	Total
Industrie	7,7%	10,9%	25,8%	9,9%
Construction	20,9%	21,2%	22,9%	21,1%
Commerce	27,9%	26,5%	27,5%	27,5%
Services	43,5%	41,5%	23,8%	41,5%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : enquête nationale auprès des entreprises 2019, HCP

Les TPME occupent un pan entier de l'économie nationale, participent activement à la croissance économique du pays puisque elles constituent³ 40% de la production nationale, de 50% des emplois du pays, de 31% des exportations, de 51% de l'investissement national et génèrent 20% des recettes de l'Impôt sur les Sociétés et 30% des recettes de l'Impôt sur le Revenu. Cependant, sa participation au Produit Intérieur Brute (PIB 20%) reste très limitée. Ce qui reflète clairement le nombre de difficultés dont souffre la TPME et qui peuvent avoir des conséquences négatives sur sa capacité de survivre voir même sa défaillance.

Cette faible contribution des TPME au PIB marocain s'explique essentiellement par les multiples écueils qui entravent la bonne marche de ces entreprises dominées par de petites structures familiales. Globalement, les TPME se caractérisent par la faiblesse de leurs actifs immobilisés, la prédominance de l'actif circulant, la sous-capitalisation généralisée, le manque de moyens techniques et financiers, la fiscalité désavantageuse, le faible niveau d'encadrement des dirigeants, leur faible productivité, l'absence de méthode de gestion moderne, etc. En plus, elles font face à un environnement marqué aussi par l'inadéquation de la législation du travail à la TPME, l'accès au financement et aux marchés publics limité, la complexité et la lourdeur des procédures administratives, etc. L'accès au financement constitue l'un des écueils majeurs au développement de la TPME marocaine.

III. ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION DE LA TRES PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE MAROCAINE FACE A LA CRISE SANITAIRE DU CORONAVIRUS

Le Haut-commissariat au Plan a réalisé une enquête qualitative auprès des entreprises organisées dont l'objectif principal est d'évaluer l'impact immédiat de cette crise sur les entreprises au Maroc.

Au début d'avril 2020, près de 142000 entreprises, soit 57% de l'ensemble des entreprises, ont déclaré avoir arrêté définitivement ou temporairement leurs activités. Sur ce total, plus de 135000 entreprises ont dû suspendre temporairement leurs activités tandis que 6300 ont cessé leurs activités de manière définitive. Par catégorie d'entreprises, les TPE (très petites entreprises) représentent 72%, les PME (petites et moyennes entreprises) 26% et les GE (grandes entreprises) 2% des entreprises en arrêt d'activité de façon temporaire ou définitive.

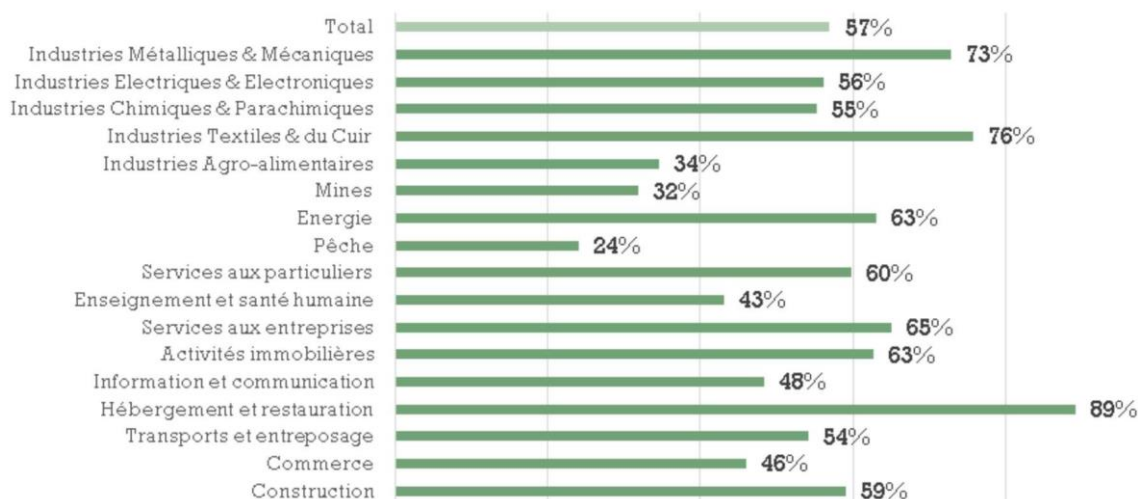
³ Selon le ministère des Finances et de la Privatisation (direction de la politique économique générale), 2011.

Fig.1. Situation de l'activité des entreprises



Les secteurs les plus touchés par cette crise sont l'hébergement et la restauration avec 89% d'entreprises en arrêt, les industries textiles et du cuir et les industries métalliques et mécaniques avec 76% et 73%, respectivement, ainsi que le secteur de la construction avec près de 60% des entreprises en arrêt.

Fig.2. Proportion des entreprises en arrêt provisoire ou définitif par secteur d'activité



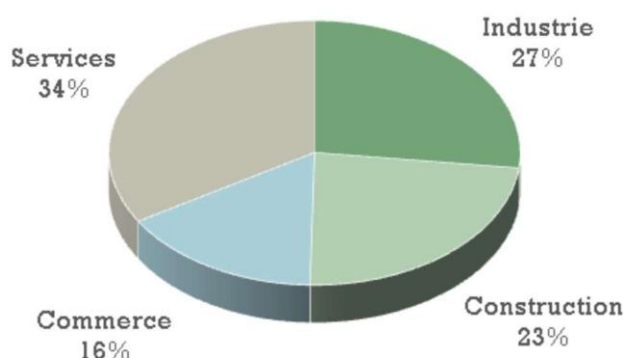
Cette situation aurait des répercussions sur l'emploi. En effet, 27% des entreprises auraient dû réduire temporairement ou définitivement leurs effectifs. Ainsi, et selon les résultats de l'enquête, près de 726000 postes auraient été réduits, soit 20% de la main d'oeuvre des entreprises organisées.

Par catégorie d'entreprises, cette proportion est de 21% pour les TPE, 22% pour les PME et de 19% pour les GE. Par ailleurs, plus de la moitié des effectifs réduits (57%) sont des employés des TPME (très petites, petites et moyennes entreprises).

Les secteurs les plus touchés en termes de réduction d'emplois seraient principalement les services avec 245000 postes de travail, soit 17,5% de l'emploi total de ce secteur, suivi du secteur de l'industrie avec une réduction de 195000 postes, ce qui représente 22% de la main-d'oeuvre dans ce secteur. Le secteur de la construction aurait également enregistré une réduction de près de 170000 postes d'emploi durant cette période, soit 24% de l'emploi global de ce secteur.

Par branche d'activité, l'industrie de l'habillement aurait enregistré une réduction de 34% de l'emploi total dans cette branche, suivie de celle de l'hébergement avec 31% des emplois réduits, puis les branches de la construction des bâtiments et de la restauration qui auraient réduit respectivement 27% et 26% de leurs effectifs.

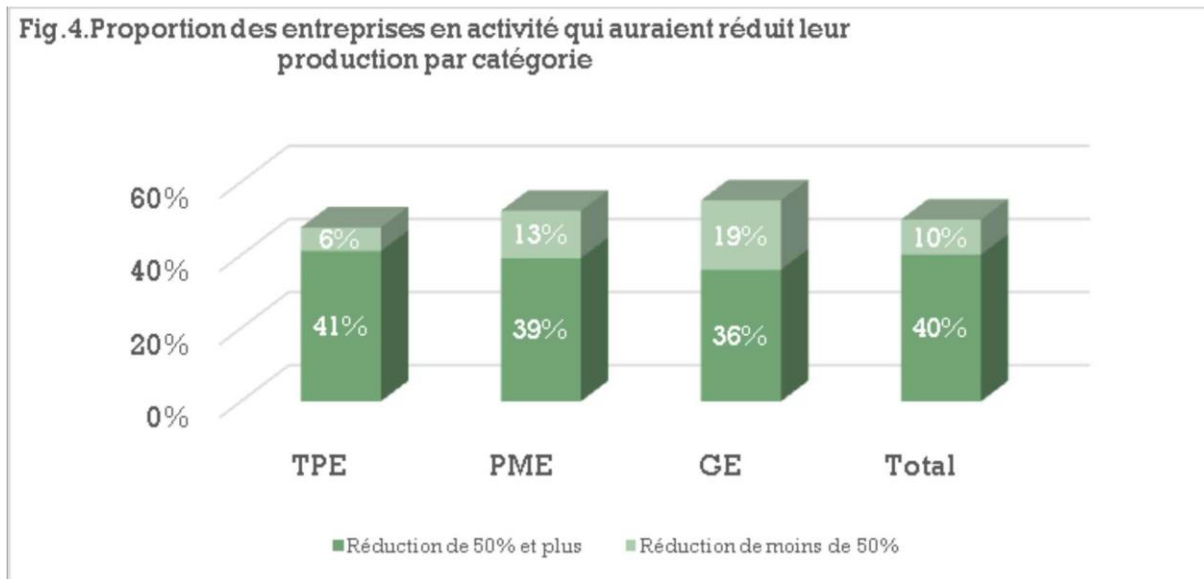
Fig.3. Répartition de l'emploi qui aurait été réduit par secteur d'activité



SITUATION DE LA PRODUCTION POUR LES ENTREPRISES EN ACTIVITE

Pour les entreprises qui continuent leurs activités (43% du total des entreprises) malgré la crise sanitaire, la moitié d'entre elles auraient dû réduire leur production pour s'adapter aux conditions imposées par cette situation. 81% d'entre elles l'auraient réduite de 50 % ou plus.

Par catégorie d'entreprises, il ressort de cette enquête que 49% des TPME, en activité pendant la période de référence de l'enquête, auraient réduit leur production à cause de la crise sanitaire actuelle (repli de 50% et plus pour 40% de ces entreprises).



IV. ETUDE SUR L'IMPACT DU CORONAVIRUS SUR LA TRES PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE

1- PRESENTATION DE L'ETUDE EMPIRIQUE :

L'étude empirique aura pour objectif de répondre à la problématique étudiée dans le contexte marocain : quel est l'impact de la crise sanitaire du coronavirus sur la très petite et moyenne entreprise marocaine ?

Alors nous allons cerner l'impact de cette crise sanitaire sur un échantillon de 54 très petites et moyennes entreprises, et délimiter leurs besoins pour surmonter cette crise et garantir leur pérennité.

L'enquête menée par le HCP a abordé l'impact général de la pandémie sur les entreprises en termes d'activité, réduction du nombre des salariés et en matière du niveau de production pour les entreprises de production en activité durant cette crise. Ainsi elle a délimité les secteurs d'activité les plus affectés par cette pandémie.

Pour compléter cette étude, nous avons choisie d'analyser l'impact direct de cette crise sanitaire sur la très petite et moyenne entreprise sur : son niveau d'activité, sur le maintien de l'emploi, sur la pérennité de leurs entreprises, sur leurs délais fournisseurs et clients et essayer de discerner les besoins de l'échantillon des TPME interrogées qui peuvent leur permettre de sortir de cette crise avec moins de pertes.

• Echantillon

Pour répondre à notre problématique, nous avons choisi d'utiliser un questionnaire comme outil de collecte des données. Ce questionnaire a été destiné à un échantillon de 54 TPME opérantes au Maroc.

Tableau1. Caractéristiques de l'échantillon

Nombre d'employés	Nombre	%	Secteur d'activité	Nombre	%
Moins de 10 salariés	31	57	Entreprises industrielles	11	20
Entre 10 et 50 salariés	10	19	Entreprises commerciales	16	30
Entre 50 et 100 salariés	5	9	Entreprises de services (autres que de tourisme)	25	46
Entre 100 et 250 salariés	8	15	Entreprises de tourisme	2	4
Total	54	100	Total	54	100

Tableau2. Chiffre d'affaires des entreprises interrogées

Chiffre d'affaire	commerciale	services (autres que de tourisme)	Tourisme	Industrielle	Total général	%
0,5 Millions DH < CA < 3 Millions DH	3	15	1	4	23	43
50 Millions DH < CA < 175 Millions DH	2	2		4	8	15
10 Millions DH < CA < 50 Millions DH	4	4	1	1	10	19
3 Millions DH < CA < 10 Millions DH	6	5		2	13	24
Total général	15	26	2	11	54	100

57% des entreprises composant notre échantillon ont un effectif qui ne dépasse pas 10 salariés. 19% ont un effectif de 10 à 50 salariés. 9% ont un effectif qui varie entre 50 et 100 salariés, et 15% ont un effectif de 100 à 250 salariés. Concernant le secteur d'activité, 46% des interrogées sont des entreprises de service autre que de tourisme. 30% des interrogées sont des entreprises commerciales. 20% de ces interrogées sont des entreprises industrielles et 4% sont des entreprises de tourisme.

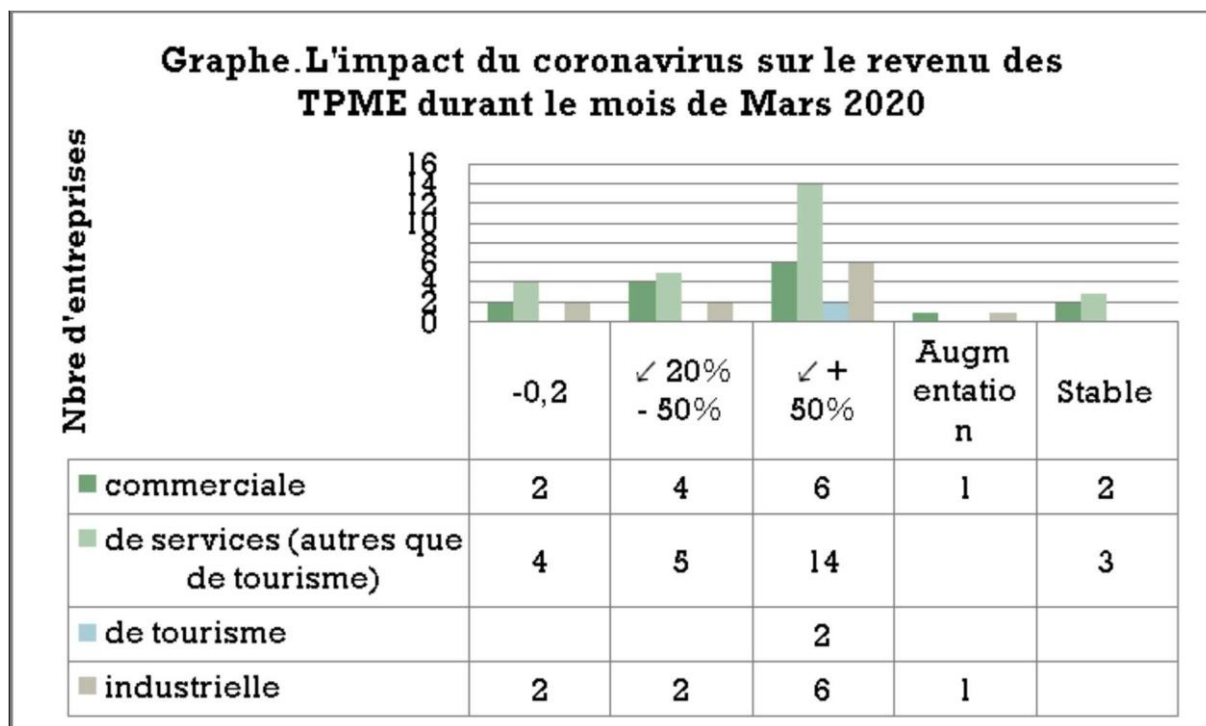
D'après le tableau ci-dessus, 43% des entreprises interrogées sont des microentreprises, 15% sont des très petites entreprises, 19% sont des petites entreprises et 24% sont des moyennes entreprises.

V. DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats de notre enquête sur l'impact de la crise sanitaire du coronavirus sur les TPME composantes notre échantillon sont résumés dans les graphes ci-dessous.

• L'impact de la crise sur le revenu des TPME :

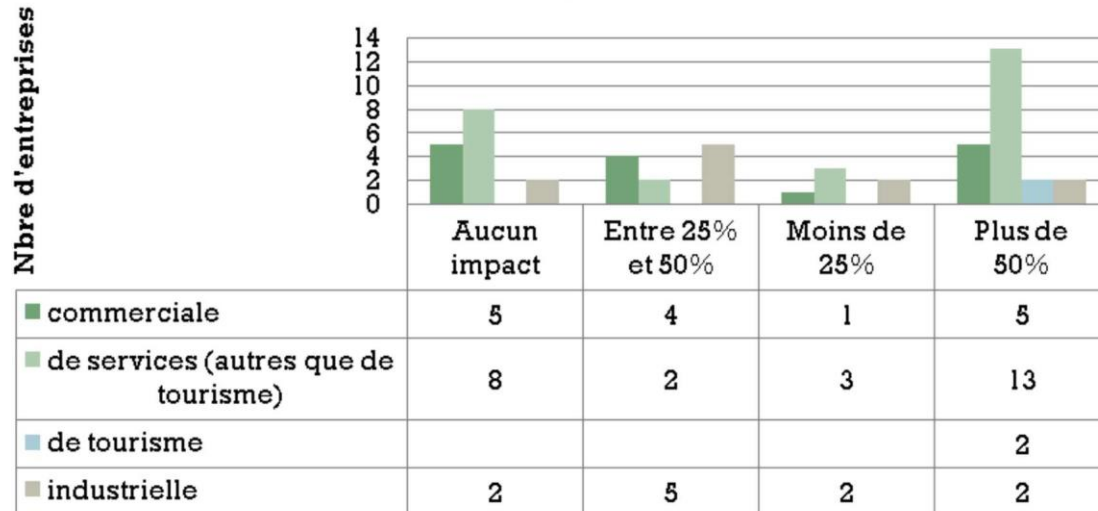
Dans le cadre de l'étude de l'impact du coronavirus sur la TPME, 52% des entreprises interrogées estiment une baisse du revenu de plus de 50% durant le mois de Mars 2020 suivi de la crise sanitaire, 20% déclarent une baisse entre 20% et 50%, 15% attestent une diminution de moins de 20%, et 9% indiquent que leurs revenus restent stables par contre seulement 2 entreprises indiquent que leur revenu a augmenté puisque la première produit des produits pharmaceutiques et la deuxième vend des produits ménagers.



D'après le diagramme ci-dessus, nous remarquons que l'impact de la crise sanitaire sur le revenu des TPME est très grave puisque la majorité des entreprises attestent une diminution du revenu qui dépasse 50%, et nous remarquons aussi que les deux entreprises du tourisme de notre échantillon ont toutes connu une baisse de revenu de plus de 50% puisque le virus a causé une paralysie totale du secteur du tourisme.

• L'impact de la crise sur le maintien des emplois dans les TPME :

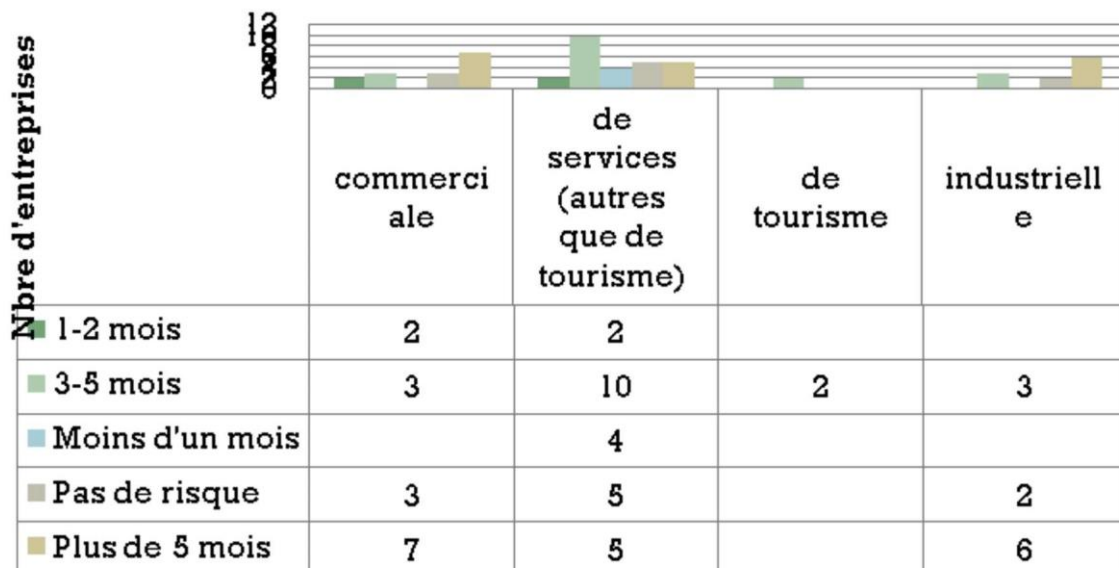
Graphe.L'impact du coronavirus sur l'emploi dans les TPME



Les résultats de l'enquête montrent que 42% des entreprises interrogées affirment que cette crise a un impact négatif de plus de 50% sur le maintien d'emploi, 21% déclarent un impact entre 25% et 50%, 11% expriment un impact de moins de 25%, alors que 26% de ces interrogées stimulent que la crise sanitaire n'a aucun impact sur l'emploi, ces entreprises travaillent dans les domaines qui sont moins touchés par cette crise comme l'audit et le conseil, la vente des cadeaux d'entreprises en e-commerce, leasing et d'autres sont des membres des domaines qui ont bénéficié de cette crise comme l'industrie des produits pharmaceutiques et le commerce du matériel médical.

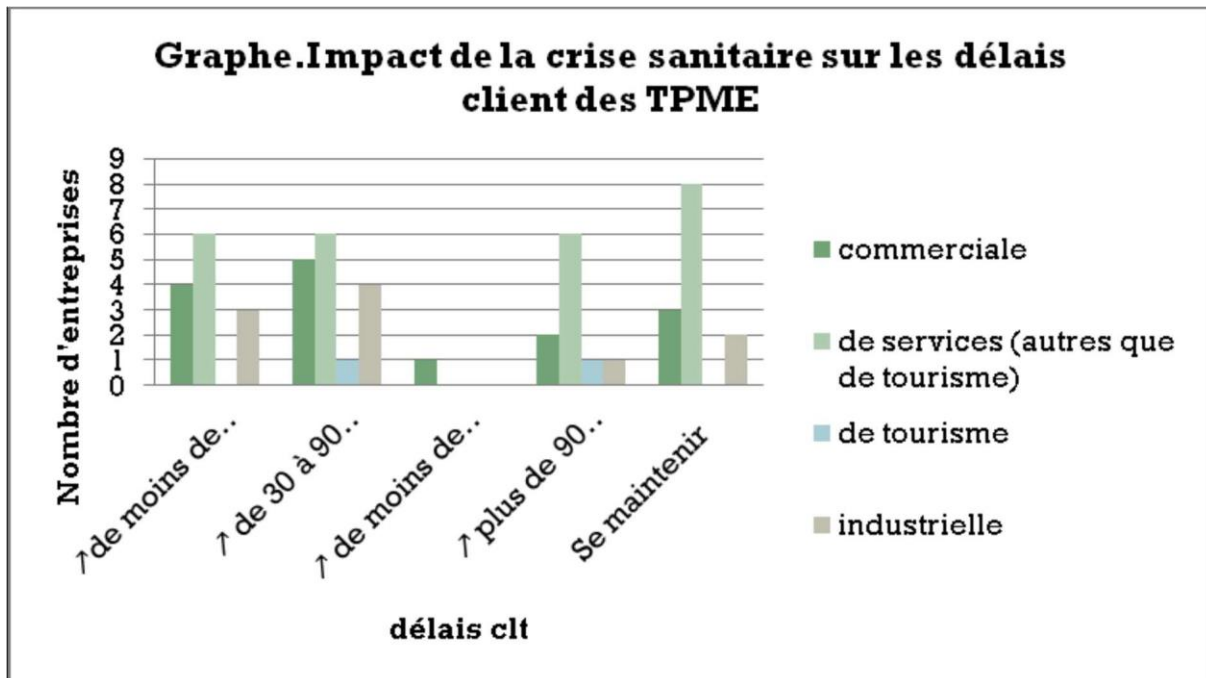
- **L'impact de la crise sur la pérennité des TPME :**

Graphe. Impact du coronavirus sur la perennite des TPME



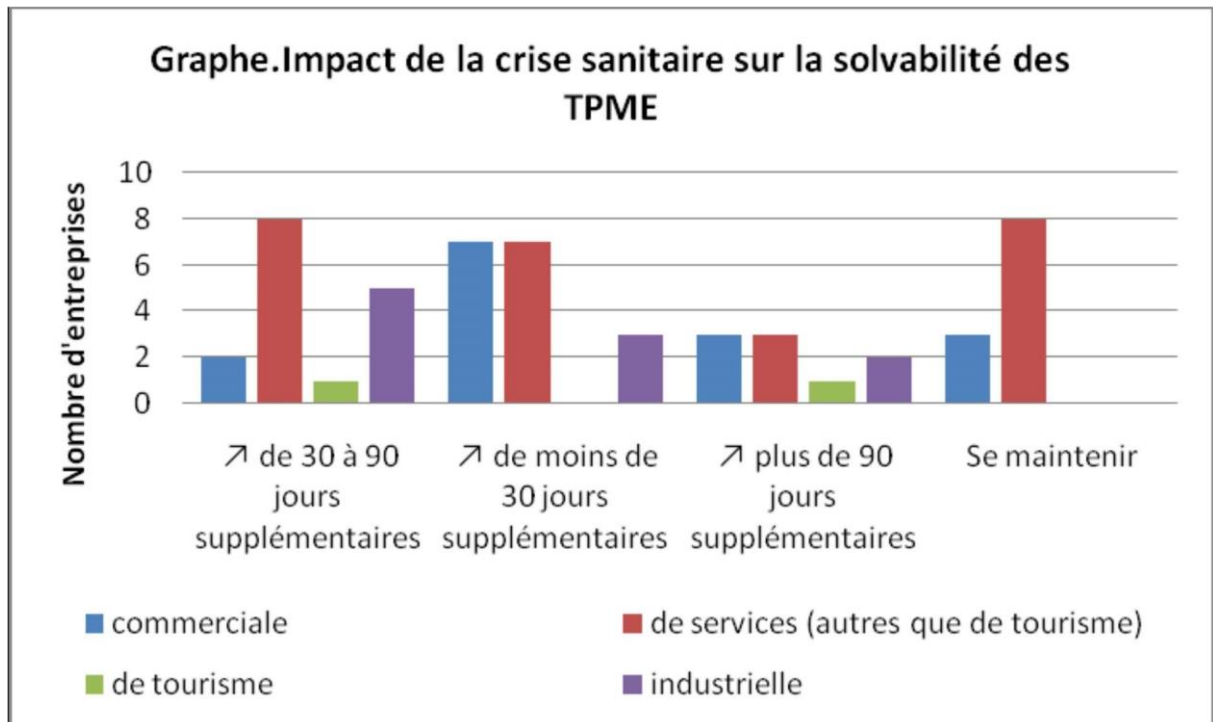
Les résultats de cette enquête affichent que 82% des entreprises interrogées risquent la faillite dans les mois prochains avec un taux de 33% pour les entreprises qui risquent la faillite dans 35 mois, 33% déclarent que la pérennité de leurs entreprises sera impacté si cette pandémie durent plus que 5 mois , alors que l'activité de 7% des interrogées risquent sa fin dans moins d'un mois ,et 18% confirment que la crise sanitaire n'a aucun impact sur la poursuite de leurs activités.

- **L'impact de la crise sur les délais client et la solvabilité des TPME :**



D'après les réponses formulées par les TPME interrogées, 81% de ces entreprises affirment que les délais client vont s'allonger puisque les clients de ces TPME ont des problèmes de trésorerie alors les TPME ne vont même pas bénéficier de leurs ventes à temps et elles vont souffrir d'un problème de recouvrement et du manque du fond de roulement ce qui va impacter même la pérennité de ces entreprises.

Nous remarquons d'après le graphe ci-dessus que les entreprises de tourisme affichent un allongement des délais client de 30j à 90j supplémentaires et de plus de 90j supplémentaires ce qui confirme l'impact violent de cette crise sur les entreprises du secteur.

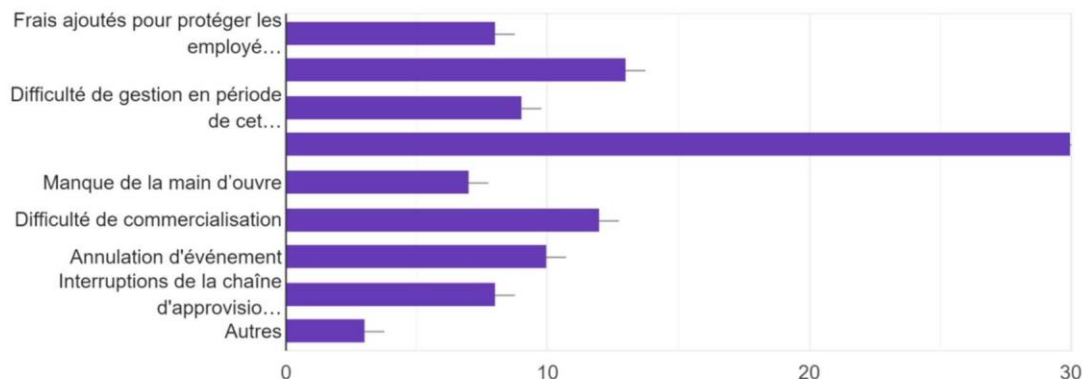


- o D'après le graphe ci-dessus, nous observons que la majorité des TPME soit un pourcentage de 79% déclarent que la crise sanitaire a un effet négatif sur leur solvabilité envers leurs fournisseurs puisque 32% des interrogées affirment qu'elles ont besoin moins de 30j pour rembourser leurs crédits fournisseurs, 30% ont besoin d'une période entre 30 et 90 jours, et 17% pensent qu'elles ont besoin de plus de 90j pour pouvoir rembourser leurs fournisseurs.
- o Concernant la distribution des réponses dans les secteurs d'activité, nous remarquons que les TPME du secteur de tourisme affichent un besoin de prolongement des délais fournisseurs de plus de 30jours suivi par les autres secteurs industriel, commercial et de services (autres que de tourisme).

- **Les effets de la crise sanitaire sur les TPME**

Comment COVID-19 a-t-il affecté votre entreprise? (Veuillez choisir tout ce qui s'applique)

53 réponses



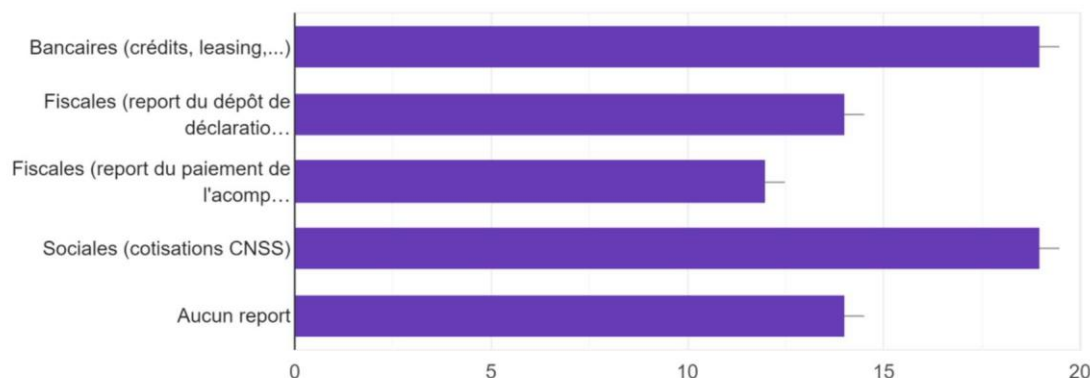
Nous constatons d'après le graphe que la fermeture obligatoire ou volontaire constitue la contrainte la plus répondue au niveau des réponses des TPME interrogées avec un pourcentage de 57%, suivi par le problème de changement des heures de travail qui représente 25% des réponses, 23% pour la difficulté de commercialisation, 19% pour l'annulation des événements, 17% pour la difficulté de gestion en période de crise, 15% pour l'interruption de la chaîne d'approvisionnement, 15% pour les frais ajoutés de protection de la santé des employés vis-à-vis de ce virus, et 6% pour d'autres contraintes.

- Les reports sollicités par les TPME :

Pour soutenir les TPME, l'Etat marocain donne aux entreprises la possibilité de reporter les échéances bancaires (crédits), fiscales (les impôts) et sociales (les cotisations sociales). Le graphe ci-dessous représente les reports sollicités par les TPME interrogées

Quels reports d'échéances avez-vous demandé? Veuillez cocher une ou plusieurs cases

53 réponses



D'après le graphe ci-dessus, 36% des TPME interrogées ont demandé le report bancaire, le même pourcentage pour le report des charges sociales, 26% affirment qu'elles ont sollicité un report de déclaration et de paiement des charges fiscales et 26% déclarent qu'elles n'ont demandé aucun report.

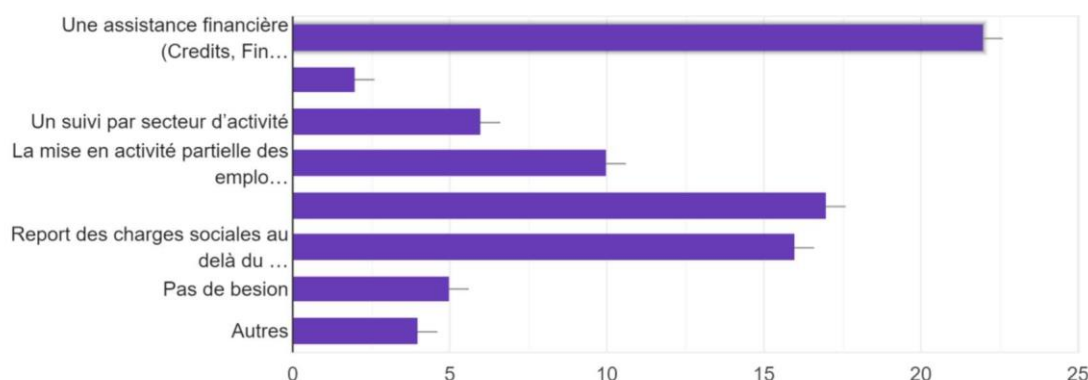
• Etude des besoins des TPME durant la crise sanitaire Covid-19 :

Pour maintenir leurs activités après la crise et pour les protéger de la faillite, les TPME ont besoin d'un soutien spécial approprié à leur type.

D'après les réponses du questionnaire, nous avons reçu les réponses suivantes que nous avons modélisées sous forme du diagramme ci-dessous :

Quels types d'assistance seraient les plus utiles à votre entreprise pour garantir sa pérennité?(Veuillez choisir tout ce qui s'applique)

53 réponses



D'après les résultats obtenus de l'étude, 42% des entreprises interrogées ont besoin d'une assistance financière sous forme de crédits et aides financières, 32% ont besoin d'un report de paiement des charges fiscales au-delà du 30 Juin 2020, 30% ont besoin d'un report des charges sociales au-delà du 30 Juin 2020, 19% trouvent que la mise en activité partielle des employés et le paiement d'un pourcentage de leurs salaires par l'Etat sera bénéfique pour la poursuite de leurs activités, 11% ont besoin d'un suivi adapté à leurs secteurs d'activité, 9% ne déclarent aucun besoin, alors que 7% déclarent d'autres besoins comme les subventions, le conseil et le financement. D'autres affirment que le seul moyen de soutenir leurs entreprises constitue le retour à la vie normal, et qu'elles sont face à des contraintes qui freinent leurs activités comme la complication de leur déplacement par les autorités locales chose normale dans le cadre du confinement.

V. CONCLUSION

En définitive, nous pouvons prévoir les répercussions de cette crise sanitaire sur l'économie en général et notamment sur les très petites et moyennes entreprises puisqu'elles disposent

d'un dispositif de gestion fragile et un problème de financement qui ne leur permet pas de faire face aux crises.

L'Etat marocain a pris plusieurs mesures pour soutenir les TPME en matière de report de l'échéance bancaire, fiscale, sociale et des lignes de crédits comme le dispositif « DAMANE OXYGENE » qui s'adresse principalement aux très petites et moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 200 millions de DH. Ces financements bancaires qui s'ajoutent aux lignes déjà existantes, couvrent jusqu'à 3 mois de charges courantes liées à l'exploitation (notamment les salaires, les loyers et le règlement des achats nécessaires.....) et peuvent aller jusqu'à 20 Millions de DH, ainsi la création d'un label (Contenu Marocain Certifié) pour encourager la consommation des produits internes et stimuler l'activité des entreprises en difficulté.

Les efforts fournis par l'Etat marocain sont très importants mais insuffisantes pour garantir la survie et la continuité de l'activité des TPME, alors le comité de veille économique doit penser à adapter les mesures aux secteurs d'activité et leur suivi pour garantir leur efficacité par une étude profonde des besoins de ces entreprises, car il ne s'agit pas d'améliorer seulement le financement, mais chercher à accompagner ces PME pour qu'elles puissent tirer le meilleur de ce financement.

En conclusion, cet article contribue à la compréhension de l'impact du coronavirus sur les TPME au Maroc. Cependant, comme toute contribution qui se veut scientifique, notre travail souffre de certaines limites dont nous citons l'absence de quelques informations suite à l'absence de productions scientifiques sur le sujet, en plus de la difficulté de communication avec les entreprises à cause du confinement. Ainsi, pour améliorer ce travail plusieurs nouvelles voies de recherches futures sur ce sujet peuvent être réalisées, nous proposons une enquête avec un échantillon plus important et des travaux de recherche pour suivre l'évolution de l'impact de cette crise sanitaire sur ces entreprises.

REFERENCES

- [1] Fadoua ANAIRI et Saïd RADI (2017), les difficultés des pme au Maroc : une alerte a la défaillance, Revue Economie, Gestion et Société.
- [2] Nadine, Levratto (2004), Propositions pour une définition opératoire de la PME : une analyse en termes de cohérence entre l'organisation interne et le marché, 7ème Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME 27, 28 et 29 Octobre 2004, Montpellier.
- [3] Organisation de coopération et de développement économique (2004), Revue de l'OCDE sur le développement.
- [4] Olivier TORRES (1999), les pme, DOMINOS Flammarion
- [5] Dahir n° 1-02-188 du 23 juillet 2002 portant promulgation de la loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise. (B.O du 5 septembre 2002)
- [6] Le haut-commissariat au Plan (2020), Principaux résultats de l'enquête de conjoncture sur les effets du Covid-19 sur l'activité des entreprises.
- [7] L'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (2011), le financement des pme au Maroc.